

La lettre d'information **DES INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES**

Numéro 9 - mars 2023

Sommaire

I. LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS FRANCOPHONES

Les projets industriels dans les pays francophones ou par des entreprises des pays francophones, tous secteurs confondus.

II. LE FOCUS DU MOIS : MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES

Les investissements dans le secteur des minéraux non métalliques (ciment, verre, plâtre, céramique, etc.) dans les pays francophones ou par les entreprises de pays francophones, de 2016 à 2023.

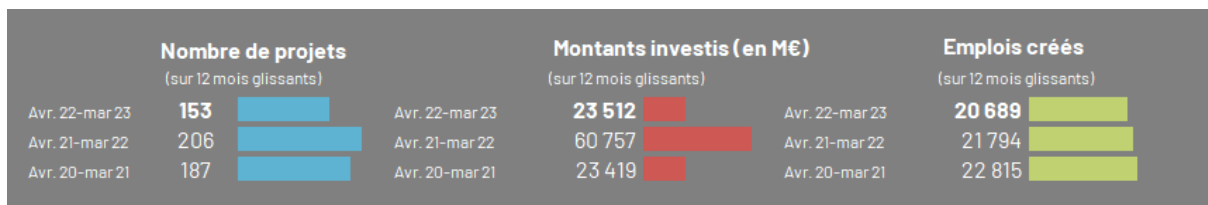
III. LISTE DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES - MARS 2023

La liste des principaux projets d'environnement des entreprises francophones dans les pays francophones membres de l'Alliance au mois de mars.

Ce document liste les principaux projets d'investissement industriels des entreprises francophones dans les pays et régions membres de l'Alliance des Patronats Francophones. Il agrège et suit les données sur ces projets dans le temps et permet de disposer d'une perspective dynamique de leur évolution. Un focus est réalisé sur un secteur différent chaque mois. L'ensemble de ces données illustre l'importance des pays francophones comme acteurs économiques.

LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS FRANCOPHONES

Tous secteurs confondus

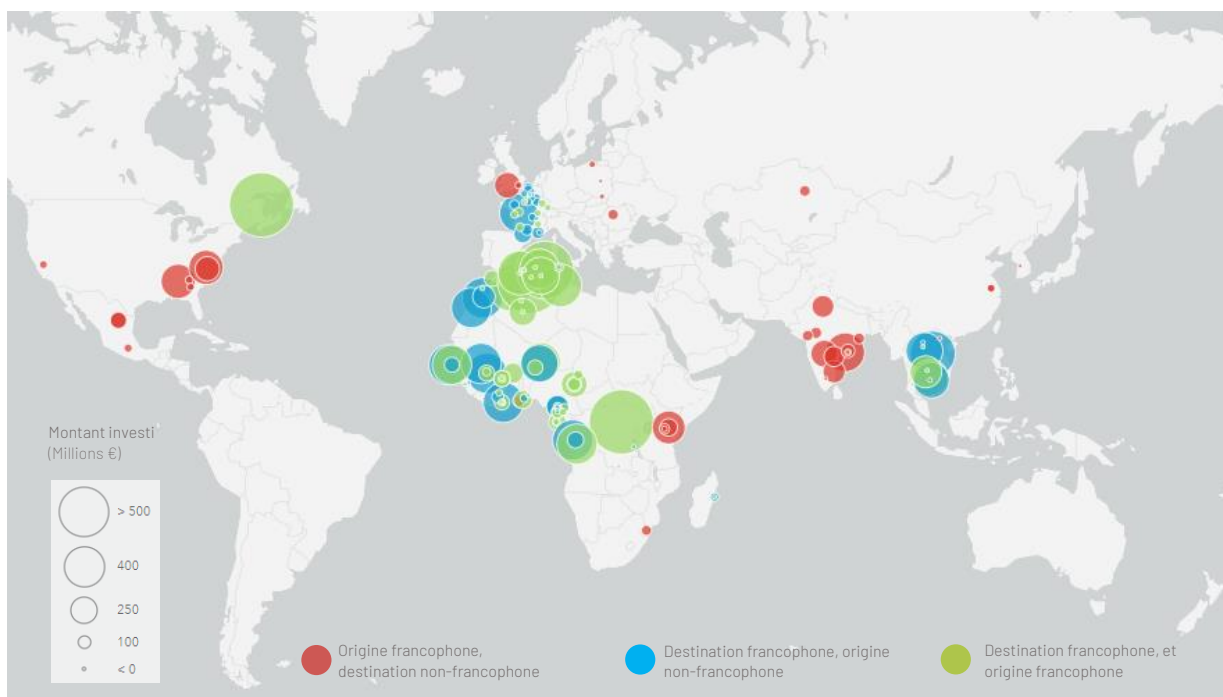


Evolution comparée entre trois périodes de douze mois consécutifs, en nombre de projets, montants investis et emplois créés. Projets d'investissement dans les pays francophones ou par les pays francophones, tous secteurs confondus (hors services, soit fabrication, production et distribution d'énergie, centres de données, R&D, logistique, traitement de l'eau et des déchets). Données issues de la base Industries & Stratégies.

LE FOCUS DU MOIS : LES MINERAUX NON METALLIQUES

(Carte et tableaux détaillés ci-dessous)

Cette carte retrace les investissements dans le secteur des minéraux non métalliques enregistrés dans la base Industries & stratégies, publiée par Trendeo. Ces investissements ont été annoncés entre 2016 et 2023. Les tableaux page suivante donnent le détail des pays émetteurs et destinataires d'investissements, ainsi que le détail des différents produits.



DETAIL DES PROJETS DANS LE SECTEUR DES MINERAUX NON METALLIQUES, 2016-2023.

PAYS FRANCOPHONES DESTINATAIRES

Destination	Projets	Montants
France	26	1 096
Algérie	17	2 371
Cameroun	14	895
Côte d'Ivoire	8	505
Cambodge	6	755
Autres	48	6 537
Total	119	12 159

PAYS FRANCOPHONES INVESTISSEURS

Origine	Projets	Montants
France	38	2 650
Algérie	16	2 371
Maroc	10	380
Burkina Faso	8	553
Cameroun	6	301
Autres	19	2 959
Total	97	9 214

PROJETS RECUS PAR LES PAYS FRANCOPHONES, PAR PRODUIT

Produit	Projets	Montants
Ciment	99	11 200
Article en verre	10	590
Article en ciment et plastique pour la constructi	4	115
Verre	2	98
Article en céramique pour bâtiment	2	153
autres produits	2	3
Total général	119	12 159

PROJETS DES PAYS FRANCOPHONES, PAR PRODUIT

Produit	Projets	Montants
Ciment	66	7 122
Verre	9	831
Article en ciment et plastique pour la constructi	9	837
Matière minérale isolante	3	90
Article en verre	3	214
Plâtre	2	62
Article réfractaire	2	3
autres produits	3	55
Total général	97	9 214

*Montants en millions d'euros.

LISTE DES INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES – MARS 2023

par pays membres de l'Alliance

Algérie

EAU & DÉCHETS **Projet**

Inertam, la filiale du groupe français Europlasma traitera les déchets amiantés de la société algérienne spécialisée dans la collecte, le transport et le traitement des déchets spéciaux NCC Environnement.

Inertam utilisera le procédé de la vitrification pour améliorer l'efficacité dans l'élimination de ces fibres, qui peuvent atteindre les alvéoles pulmonaires et provoquer des maladies graves chez l'homme. Le partenariat entre la société NCC Environnement basée à Alger et Inertam aboutira à la construction d'une unité de vitrification des déchets d'amiantes et de polychlorobiphényle (PCB) en Algérie. Une telle installation permettrait également à ce pays d'Afrique du Nord de progresser dans la mise en œuvre de sa politique de gestion des déchets dangereux. Selon l'Agence nationale des déchets (AND), quelque 325 000 tonnes de déchets spéciaux et dangereux sont produites chaque année en Algérie.

Source : <https://www.afrik21.africa/algérie-inertam-traitera-les-dechets-damiantes-de-ncc-via-la-vitrification/>

NUMERIQUE **Projet**

L'opérateur de télécommunications Algérie Télécom a inauguré un nouveau centre de données à Constantine.

La nouvelle infrastructure a été entièrement construite par les équipes de l'opérateur historique. Elle devrait permettre de répondre à la forte demande numérique dans le pays. Le nouveau centre de données est équipé de technologies de pointe et d'une plateforme cloud. Il devrait faciliter la collecte, le traitement et le stockage des données des institutions et entreprises, garantir un niveau optimal de sécurité et un niveau élevé de disponibilité des données. La société prévoit de construire d'autres centres de données à travers le pays.

Source : <https://www.agencecofin.com/equipement/2802-105991-algerie-telecom-se-dote-d-un-nouveau-centre-de-donnees>

INFRASTRUCTURES **Projet**

L'Algérie veut construire un réseau ferroviaire de 1 000 km pour acheminer des minerais de fer.

L'Algérie projette de construire un réseau ferroviaire de 1 000 km pour faciliter l'évacuation des minerais de fer de sa mine de Gâra Djebilet, située dans l'ouest de la province de Tindouf. Ce chemin de fer reliera la mine à Béchar, une province du nord-ouest du pays. Depuis la mise en exploitation de la mine à la mi-2022, les ressources extraites sont convoyées par route, ce qui pourrait entraîner à court terme une dégradation précoce du réseau routier et affecter la mobilité ainsi que les activités des populations locales. S'il aboutit, ce projet ferroviaire permettra d'opérer une transition modale de la route vers les rails afin de réduire la pression sur le réseau routier qui interconnecte la province de Tindouf aux autres régions du pays.

Source : <https://www.agencecofin.com/mines/2803-106926-lalgerie-veut-construire-un-reseau-ferroviaire-de-1-000-km-pour-acheminer-des-minerais-de-fer>

EAU & DÉCHETS **Projet**

Une nouvelle agence vient de voir le jour pour accélérer la mise en œuvre de la politique de dessalement de l'eau de mer.

L'agence qui se veut indépendante, poursuivra la mise en œuvre de cette stratégie nationale, dont l'ambition d'ici à 2030, est la couverture de 60 % des besoins en eau potable de l'Algérie à partir du dessalement de l'eau de mer. La nouvelle agence supervisera l'achèvement, l'exploitation et l'entretien des usines de dessalement de l'eau de mer en construction dans le pays d'Afrique du Nord, ainsi que des installations et équipements connexes. La compagnie algérienne réalisera également toutes les études et analyses relatives aux nouveaux projets de dessalement dans le pays, et coordonnera leur mise en œuvre jusqu'au processus de distribution par des organismes dédiés.

Source : <https://www.afrik21.africa/algerie-une-nouvelle-agence-soutiendra-la-politique-nationale-de-dessalement/>

Belgique

CIMENT **+ 500 M€**

Holcim Belgique obtient un permis pour construire et exploiter une nouvelle cimenterie à Obourg.

Cette installation nouvelle génération qui fait partie d'un plan plus large, le projet G04ZERO. Il vise à terme à éliminer le CO2 de la fabrication du ciment. La décarbonation du ciment à Obourg devrait coûter un demi-milliard d'euros. Holcim a sollicité des interventions financières de la Wallonie et de l'Europe. Des réponses sont attendues dans le courant de l'été. L'objectif est de sortir la première tonne de clincker avec ce nouveau procédé fin 2026.

Source : <https://www.rtf.be/article/permis-accorde-a-holcim-une-nouvelle-usine-produira-du-ciment-plus-ecologiquement-a-obourg-11170761>

COMMERCE **+ 0,6 M€**

Le gouvernement wallon valide une liste de 100 villes et communes de Wallonie qui pourront bénéficier du dispositif « Objectif Proximité » pour soutenir leurs commerces locaux.

Sur les 262 villes et communes wallonnes, 104 se sont inscrites à l'appel à projets et 100 ont été retenues. Celles-ci pourront soutenir leur commerce local au travers d'une prime à l'installation ou au développement d'activité. Ce nouveau dispositif s'inscrit dans la continuité des mécanismes « Creashop-villes » et « Creashop-plus » mis en place dans 53 villes et communes de Wallonie et qui ont été évalués positivement. L'objectif est de relancer de nouvelles activités, dynamiques, créatives, innovantes et attirantes, afin de rebooster l'attractivité dans les centres urbains et ruraux.

Source : <https://www.levif.be/belgique/politique/regions/wallonie/100-communes-vont-recevoir-jusqu-a-6000e-pour-investir-dans-le-commerce-local/>

Burkina Faso

ENERGIE +1,6 M€

Le Programme africain des mini-réseaux (AMP) est lancé au Burkina Faso.

Cette initiative du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) vise à soutenir l'électrification via les mini-réseaux verts, avec le concours du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) au Burkina Faso. Le programme d'assistance technique proposé par le Pnud sera mis en œuvre au cours des 48 prochains mois grâce à un financement de 1,08 milliard de francs CFA apporté par l'État burkinabé, le Pnud, le FEM. Avec le concours du centre de recherche américain Rocky Mountain Institute (RMI), l'Agence burkinabé d'électrification rurale (Aber) mettra en œuvre le Programme africain de mini-réseaux dans les régions des Cascades, la Boucle du Mouhoun, le Centre, le Centre-Nord, le Centre-Est, le Nord et le Plateau central.

Source : <https://www.afrik21.africa/burkina-faso-le-programme-amp-est-lance-pour-lelectrification-via-les-mini-reseaux/>

AGROALIMENTAIRE +185 M€

Le Burkina Faso a signé des conventions d'une valeur de 185 millions d'euros avec la Banque africaine de développement (BAD) pour financer des projets de développement.

Le financement se compose de prêts et de dons et concerne six projets dans les secteurs de l'eau et de l'agriculture. Concernant l'accès à l'eau potable, trois projets sont visés avec une enveloppe globale de 49 millions d'euros, tandis que les trois autres programmes, en lien avec l'agriculture, bénéficieront d'un montant de 136 millions d'euros. Tous ces projets devraient permettre au gouvernement burkinabé d'améliorer l'accès aux services durables d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement dans les zones d'intervention et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Source : <https://www.agenceecofin.com/economie/0203-106088-burkina-faso-la-bad-accorde-185-millions-pour-financer-des-projets-de-developpement>

ENERGIE Projet

Le fournisseur d'énergie solaire français SolarX signe un partenariat avec Orange Burkina Faso pour la solarisation de ses centres de données.

Le partenariat entre Orange et SolarX concerne le centre de données de Balkuy. Le système solaire devrait fournir 37 % de l'électricité de ce centre de donnée située dans la capitale Ouagadougou. Le solaire est une option de choix pour réduire l'empreinte carbone des centres de données. À l'échelle mondiale, ces installations sont à l'origine de 2 % des émissions de gaz à effet de serre (GES), atteignant le même niveau que le transport aérien, soit 1,5 % selon la plateforme Greenly.

Source : <https://www.afrik21.africa/afrique-solarx-va-solariser-les-centres-de-donnees-dorange-dans-deux-pays/>

Cameroun

ENERGIE + 56 M€

Le président signe avec la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) un accord de prêt d'un montant de 35 milliards FCFA qui permettra d'électrifier au solaire plus de 13 000 ménages dans 200 localités du pays.

Ces investissements font partie de la 3e phase du projet d'électrification de 1 000 localités à l'énergie solaire, lancé en 2016 par le gouvernement camerounais et son partenaire chinois, Huawei Technology. Les deux premières phases, encore en cours d'implémentation, permettront d'électrifier respectivement 165 et 184 localités camerounaises.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0903-106330-cameroun-plus-de-13-000-menages-bientot-eclaires-au-solaire-grace-a-un-pret-d-afreximbank>

EAU & DÉCHETS + 58 M€

La Camwater renforcera la desserte en eau dans 11 villes d'ici à 2025.

L'entreprise publique Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater) entame des études de faisabilité en vue des travaux de réhabilitation, de renforcement, d'extension et de construction d'installations d'eau potable dans 11 villes. Pour un coût total de 38,5 milliards de francs CFA (58 millions d'euros), le projet devrait permettre de porter le taux d'accès à l'eau potable à 75 % au cours des deux prochaines années.

Source : <https://www.afrik21.africa/cameroun-la-camwater-renforcera-la-desserte-en-eau-dans-11-villes-dici-a-2025/>

STARTUPS Projet

Le programme Enable Youth formera plus de 500 jeunes entrepreneurs en agribusiness.

Le programme de développement des chaînes de valeurs de l'agriculture Enable Youth Cameroon a lancé un recrutement pour former 512 jeunes Camerounais aspirants agripreneurs. La formation en agro-industrie est prévue pour un an d'incubation, de mai 2023 à mai 2024. Une quinzaine de centres d'incubation ont été retenus dans les régions du Centre, de l'Est, du Littoral et du Sud, dont l'Institut agricole d'Obala, les écoles techniques d'agriculture d'Abong-Mbang et de Dibombari, ou encore le Collège régional d'agriculture d'Ebolowa.

Source : <https://www.agencecofin.com/entreprendre/1303-106443-cameroun-le-programme-enable-youth-formera-plus-de-500-jeunes-entrepreneurs-en-agribusiness>

Canada

INDUSTRIE + 1 000 emplois

Magna International investit plusieurs millions de dollars en Ontario pour étendre ses activités dans la province.

L'entreprise a notamment choisi de moderniser son usine de Windsor et prévoit d'injecter plus de 6 millions de dollars, ce qui permettra de créer 110 emplois. L'usine de Magna International à Windsor est spécialisée dans la "mécatronique", une combinaison de composants mécaniques et électroniques pour les véhicules, tels que les lève-vitres électriques, les serrures et les couvercles de bouchons de gaz. L'investissement permettra d'ajouter à sa gamme de produits des couvertures de caisse de camion en aluminium à commande électronique. Magna International ouvrira également une nouvelle usine de boîtiers de batterie de 490 000 pi² à Brampton, en banlieue de Toronto, qui, selon l'entreprise, sera utilisée pour la fabrication liée au Ford F-150 Lightning. L'exploitation devrait commencer cette année et créera environ 560 nouveaux emplois à Brampton. L'entreprise investira également dans la croissance de ses installations de Guelph, Belleville, Newmarket et Penetanguishene. L'entreprise apportera 1 000 nouveaux emplois dans la province.

Source : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1956900/investissement-magna-international-ontario-emplois>

EAU & DÉCHETS + 18 M€

Port-Cartier obtient 27 millions de dollars canadiens de Québec pour son usine de traitement d'eau.

Au-delà de l'agrandissement de l'usine de filtration, les fonds serviront à la construction de nouvelles conduites souterraines, la réfection de réservoirs existants, l'ajout d'un nouveau réservoir, l'augmentation de la capacité de traitement, l'ajout d'un traitement par chloramines ainsi que l'augmentation des capacités de pompage. Les travaux devraient commencer en mai prochain et prendre fin au cours de l'année prochaine.

Source : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1967690/usine-traitement-eau-potable-cote-nord-port-cartier>

INDUSTRIE + 10 M€

Investissement Québec injecte 15 millions de dollars canadiens dans Taiga Motors, le constructeur de motoneiges et de motomarines électriques.

L'injection de fonds d'IQ prendra la forme d'une débenture portant intérêt au taux annuel de 10%. Cette intervention permettra de stimuler l'innovation dans les technologies propres, contribuera à la réduction de l'empreinte environnementale du secteur et favorisera le développement et le rayonnement d'un joueur de calibre mondial.

Source : <https://www.journaldemontreal.com/2023/03/17/investissement-quebec-injecte-15-m-dans-taiga-motors>

Comores

TRANSPORT & LOGISTIQUE **Projet**

Moroni Terminal, manutentionnaire du port de Moroni, a officiellement lancé les études destinées au projet d'agrandissement du grand quai du port de Moroni.

Les études qui sont conduites avec l'aide du cabinet international spécialisé Arcadis, portent sur l'agrandissement du quai du port. Elles vont permettre de déterminer la nature précise des travaux à effectuer pour ce projet structurant pour l'économie du pays. Lancées pour une durée de six mois, ces études font partie des engagements pris par Moroni Terminal, dans le cadre de l'avenant à la convention de concession signé en juin 2022 avec l'Union des Comores. Cet avenant prévoit un plan d'investissements pour moderniser les infrastructures et les équipements du Terminal, l'ambition étant de doter le pays d'une infrastructure logistique compétitive et capable d'assurer l'approvisionnement de la Grande Comore.

Source : <https://www.agencececofin.com/transports/2203-106738-moroni-terminal-lance-les-etudes-dagrandissement-du-grand-quai-du-port-de-l-union-des-comores>

Congo (République du Congo)

BOIS & FORETS **Projet**

La République du Congo abritera à nouveau un sommet des trois grands bassins forestiers de la planète à Brazzaville.

L'objectif de ce sommet est de faire progresser l'ambition pour la protection et la gestion durable des forêts tropicales autour de trois thématiques. Le développement d'une coopération scientifique sur les écosystèmes forestiers, notamment afin d'accroître l'expertise internationale sur les liens entre santé et biodiversité. La deuxième thématique porte sur la mise sur pied des chaînes de valeur durables dans le secteur forestier, pour que leurs activités profitent à l'économie, à l'environnement et aux populations locales. La troisième thématique s'articule autour des financements innovants de la biodiversité, pour augmenter la quantité et la qualité des financements de la conservation des forêts tropicales.

Source : <https://www.afrik21.africa/congo-sommet-des-trois-grands-bassins-forestiers-de-la-planete-prevu-en-juin-2023/>

Congo (RDC)

ENERGIE **+ 1,5 M€**

Nuru Sasu, un fournisseur d'accès à l'électricité basé à Goma obtient 1,5 million d'euros pour le développement de ses activités.

L'investissement est apporté à parts égales par la société E3 Capital (anciennement Energy Access Ventures), Renewable Energy Performance Platform (REPP) et Proparco, la filiale du groupe de l'Agence française de développement (AFD) en charge du financement du secteur privé. Cette prise de participation s'inscrit dans le cadre d'une levée de fonds de série B lancée par Nuru pour soutenir le développement de ses activités en République démocratique du Congo (RDC). Dans ce pays d'Afrique centrale, Nuru a installé le tout premier mini-réseau solaire urbain à Goma, une ville située dans la province du Nord-Kivu. En ouvrant son capital à un consortium d'investisseurs internationaux, l'entreprise veut développer une capacité installée de 13,7 MWc dans les villes de Goma, Kindu dans la province du Maniema et Bunia dans la province de l'Ituri.

Source : <https://www.afrik21.africa/rdc-nuru-decroche-15-m-pour-les-mini-reseaux-solaires-a-goma-kindu-et-bunia/>

EAU & DÉCHETS +75 M€

La Régie de distribution d'eau (Regideso) inaugure l'usine d'eau potable de Binza Ozone à Kinshasa.

L'installation, située dans la commune de Ngaliema à l'ouest de Kinshasa affiche une capacité de production de 110 000 m³ d'eau par jour. La station permettra l'approvisionnement de 1,5 million de clients supplémentaires de la Régie de distribution d'eau (Regideso). L'usine d'eau potable de Binza Ozone est l'une des composantes du Projet d'alimentation en eau potable en milieu urbain (Pemu) en cours en RDC. L'initiative vise à accroître l'accès durable à l'eau dans certaines zones urbaines et d'améliorer l'efficacité de la Regideso grâce à la réhabilitation des stations de pompage existantes, le renforcement de la conduite de transfert d'eau de l'usine de N'Djili sur une distance de 18 km, la réhabilitation de 120 km de conduites des réseaux secondaires et tertiaires, et la réalisation de nouveaux branchements.

Source : <https://www.afrik21.africa/rdc-lusine-deau-potable-de-binza-dessert-15-million-de-personnes-a-kinshasa/>

MINES Projet

Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), service géologique national en France, accompagnera la RDC dans la cartographie et la certification de ses ressources minières.

La question du soutien de Paris au développement du secteur minier local a été abordée par le président Macron lors de sa visite à Kinshasa, pour qui cette collaboration doit permettre une exploitation des richesses du sous-sol « au service des Congolais, dans les meilleures conditions scientifiques ». Les besoins immenses en métaux pour réussir la transition énergétique font de la RDC, riche en cuivre, cobalt et lithium notamment, un pays stratégique.

Source : <https://www.agencecofin.com/mines/0503-106139-rdc-la-france-apportera-son-expertise-technique-dans-le-secteur-minier-felix-tshisekedi>

Côte d'Ivoire

ENERGIE +1,6 M€

Le fournisseur d'énergie solaire français SolarX signe un partenariat avec Côte d'Ivoire pour la solarisation de ses centres de données.

SolarX installera une centrale solaire photovoltaïque pour le centre de données d'Assabou dans la capitale Yamoussokro. Orange a déjà réalisé en partenariat avec le groupe émirati Butec, la solarisation (355 kWc) de son centre de donnée de Grand-Bassam mis en service en 2016. Tout comme le centre de données de Grand-Bassam, le solaire devrait fournir 50 % de l'électricité nécessaire au fonctionnement de celui d'Assabou.

Source : <https://www.afrik21.africa/afrique-solarx-va-solariser-les-centres-de-donnees-dorange-dans-deux-pays/>

EAU & DÉCHETS +190 M€

33 nouveaux dispensaires d'Abidjan seront équipés pour la gestion des déchets médicaux.

L'Institut national de la santé publique (INSP) d'Adjamé a réceptionné récemment des équipements pour améliorer la collecte des déchets hospitaliers dans 33 centres de santé. Le dispositif d'une valeur de 109 milliards de francs CFA est composé de 228 poubelles à pédales de 30 litres, 23 poubelles à roulettes de 240 litres, 55 080 sacs poubelles de 50 litres et 3 772 sacs poubelles de 330 litres, ainsi que 34 chariots de 770 litres et 2 412 boîtes de sécurité de cartons de 5 litres. L'initiative financée conjointement par l'Unité de coordination des projets santé (UCP) de la Banque mondiale et le ministère ivoirien de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle permettra de réduire la pollution et les infections par les déchets dans la capitale économique ivoirienne.

Source : <https://www.afrik21.africa/cote-divoire-33-dispensaires-dabidjan-equipés-pour-la-gestion-des-déchets-medicaux/>

STARTUPS +6,4 M€

La startup EVTech lève 6,4 M€ pour les bornes de recharges pour véhicules électriques à Abidjan.

L'entreprise basée à Grand-Bassam prévoit également l'extension de ses activités dans d'autres villes de la Côte d'Ivoire notamment dans la capitale Yamoussoukro où la majorité des 340 000 habitants utilisent encore des modes de transports polluants notamment les véhicules thermiques. En attendant, EVTech mise sur l'application mobile « Neo » qu'elle a mise au point. Cette solution digitale qui a pour but la promotion du transport durable dans la région permet aux abonnés et aux conducteurs de véhicules électriques de localiser les points de charge disponibles, de connaître en temps réel la disponibilité de ces derniers, la puissance de charge proposée, le type de connecteur ou encore le prix de la recharge.

Source : <https://www.afrik21.africa/cote-divoire-evtech-leve-64-me-pour-les-bornes-de-recharges-pour-ve-a-abidjan/>

FINANCE **Projet**

Abidjan a accueilli du 21 au 23 mars l'édition 2023 du Forum d'investissement pour l'accès à l'énergie (EAIF).

L'évènement organisé par l'Alliance pour l'électrification rurale (ARE) et axé sur l'épineuse question du financement de l'accès aux énergies renouvelables a rassemblé jusqu'à 350 financiers privés et publics, investisseurs dans le domaine de l'énergie et du climat, institutions de financement du développement, partenaires de financement internationaux, représentants gouvernementaux et entreprises privées. L'EAIF 2023 est accueilli par la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds pour l'énergie durable en Afrique (Sefa), un fonds spécial multi-donateurs géré par la BAD.

Source : <https://www.afrik21.africa/eaif-2023-le-rdv-du-financement-de-lacces-a-lenergie-souvre-le-21-mars-a-abidjan/>

BOIS & FORETS **Projet**

La Côte d'Ivoire veut reboiser 100 000 hectares de forêts dégradées en 2023.

L'initiative s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts (SPREF) mise en œuvre depuis 2020 pour un coût global d'environ 1 milliard d'euros. Dans le cadre de cette ambition, l'exécutif indique que 13,8 millions de jeunes plants d'arbres seront produits à cet effet contre un stock de 10 millions produits un an plus tôt.

Source : <https://www.agenceecofin.com/bois/2003-106631-la-cote-d-ivoire-veut-reboiser-100-000-hectares-de-forets-degradees-en-2023>

France

NUMERIQUE **+ 300 emplois**

Spécialisé en développement d'informatique industrielle, le groupe It Link, basé à Paris, projette de recruter 300 personnes en 2023, notamment au Canada, au Maroc et au Benelux.

La société projette de recruter 300 personnes pour l'ensemble de ses équipes déployées partout en France (Paris, Strasbourg, Montbéliard, Lyon, Grenoble, Toulouse, Montpellier) ainsi qu'au Canada, au Maroc et au Benelux. Le groupe compte aujourd'hui plus de 775 salariés avec un chiffre d'affaires de 64,4 M€ en 2022, en hausse de 9,7% sur un an. IT Link réalise aujourd'hui l'essentiel de son activité en France sur la prestation de services. Il s'est fixé pour objectif cette année de doubler son chiffre d'affaires à l'international et de développer ses activités solutions (développement au forfait et ventes de licences).

Source : <https://agence-api.ouest-france.fr/article/it-link-demenage-ses-locaux-rennais-et-recrute-50-personnes-en-bretagne>

STARTUPS **+ 8 M€**

La société parisienne Smart Tribune, spécialisée dans les retours des clients et des collaborateurs, vient de lever 8 millions d'euros et envisage, d'ouvrir des antennes en Belgique et en Suisse.

Pour accélérer rapidement, Smart Tribune vient donc de réaliser sa première levée de fonds. Elle a réuni 8 millions d'euros auprès, notamment, d'Elevation Capital Partners et Xange. Avec ces fonds, la société de 50 salariés prévoit notamment de renforcer ses forces commerciales pour passer de 150 entreprises clientes en France à environ 500 dans les 24 mois. Dans le même temps, Smart Tribune envisage cette année, d'ouvrir des antennes en Belgique et en Suisse. Elle envisage, en 2024, de cibler de nouveaux pays. Pour Smart Tribune, ce tour de table permettra également de poursuivre ses travaux de R&D et d'améliorer ses solutions.

Source : <https://www.lsa-conso.fr/marketing-digital-smart-tribune-leve-8-millions-d-euros,432239>

BATIMENT **+ 200 emplois**

Le groupe Socotec, filiale du belge Cobepa, leader du contrôle, de l'inspection technique et de la certification, prévoit de recruter 200 personnes en 2023 en région Auvergne Rhône-Alpes.

La société recherche notamment des ingénieurs de la construction, de l'immobilier durable et de l'environnement, des spécialistes énergie & nucléaire, des énergéticiens ou encore des techniciens électricité, ascenseurs et gaz. 580 personnes sont actuellement employées dans la région qui compte 46 agences.

Source : <https://www.journal-du-btp.com/socotec-recrute-200-ingenieurs-et-techniciens-en-auvergne-rhone-alpes-en-2023-122132.html>

INDUSTRIE + 30 emplois

Le canadien Li-Cycle a choisi la commune d'Harnes pour planter son usine française de recyclage de batteries.

La première unité de recyclage française de Li-Cycle va voir le jour dans un bâtiment existant à Harnes, au sein de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin. Opérationnel dans le courant de 2024, le site d'Harnes emploiera au démarrage une trentaine de personnes et aura une capacité de traitement initiale de 10 000 tonnes de matériaux de batteries lithium-ion par an. Sa capacité pourra atteindre jusqu'à 25 000 tonnes à terme.

Source : <https://www.lejournaldesentreprises.com/hauts-de-france/article/le-canadien-li-cycle-choisit-les-hauts-de-france-pour-planter-une-unite-de-recyclage-de-batteries-2057796>

INDUSTRIE + 0,5 M€

La société Polyplast, basée à Nueil-les-Aubiers et spécialisée dans la fabrication de silos, de bancs d'équarrissage, investit dans un nouveau centre d'usinage et vise l'export.

L'entreprise a investi 450 000 € dans un centre d'usinage qui va permettre d'automatiser les découpes des pièces. Ce sera un gain de temps, avec moins de poussières, et une précision accentuée sur des opérations très techniques qui se font aujourd'hui à la main. Polyplast compte notamment développer l'activité vers le milieu industriel avec une partie à l'export vers l'Afrique du Nord.

Source : <https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/une-immense-usine-de-recyclage-de-plastiques-s-installe-en-moselle-une-premiere-en-europe-7988118>

Gabon

EAU & DÉCHETS +30 M€

La décharge de Mindoubé sera réhabilitée pour le recyclage des déchets urbains avec un soutien de 30 millions d'euros du gouvernement français.

L'accord relatif a été signé récemment entre la ministre gabonaise de l'Économie et de la Relance, et son homologue français en charge de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. L'initiative d'une valeur de 30 millions d'euros permettra la transformation de la décharge de Mindoubé en Centre de tri et de traitement des déchets conformément aux normes internationales en matière d'environnement. Si la décharge de Mindoubé stocke quotidiennement près de 700 tonnes de déchets soit 80 % des ordures ménagères au Gabon, sa réhabilitation future devrait contribuer au développement de l'économie circulaire, avec à la clé la formation et la création d'emplois pour les jeunes dans le domaine du recyclage.

Source : <https://www.afrik21.africa/gabon-la-decharge-de-mindoube-sera-rehabilitee-pour-le-recyclage-des-dechets-urbains/>

AGROALIMENTAIRE Projet

Dans le cadre de ses objectifs d'autosuffisance alimentaire, le Gabon a aménagé 250 000 hectares de terres agricoles à l'intention des investisseurs agricoles.

L'État prévoit de mettre à disposition des investisseurs des parcelles faisant entre 8000 et 10 000 hectares chacune, pour développer à la fois les cultures vivrières et celles destinées à l'exportation selon le ministère de la Promotion des investissements. À noter que 5 zones agricoles à forte productivité ont été créées en octobre 2020 dans le but de réduire les importations de produits alimentaires qui englobent chaque année près de 550 milliards FCFA. Situées dans les localités de Kango et Andeme dans la province de l'Estuaire, Idemba et Mboukou dans le Ngounié, et Bifoun-Abanga dans le Moyen-Ogooué, ces zones sont destinées à promouvoir les cultures vivrières (banane, manioc, maïs, riz, soja, etc.), de même qu'à développer l'élevage (avicole et porcin) à grande échelle.

Source : <https://www.agencecofin.com/agro/2503-106844-gabon-250-000-nouveaux-hectares-de-terres-arables-amenagees-a-l-intention-des-investisseurs-agricoles>

Guinée

TRANSPORTS & LOGISTIQUE +60 M€

Lancement des travaux de modernisation des aéroports de Faranah et Kankan.

Les chantiers dureront 12 mois, et verront la construction et la réhabilitation de l'aérogare, la Tour de contrôle, d'une piste de 2,5 km de long sur 30 mètres de large, du parking pour les visiteurs, de terminaux passagers, d'une aire de stationnement pour avions et d'une voie de circulation. C'est l'entreprise Mining House qui se chargera de l'aéroport de Faranah, dans le cadre d'un schéma directeur portant sur la modernisation de 4 aéroports (Kankan, Labé, Faranah, et N'zérékoré), projets auxquels le gouvernement consacre une enveloppe de 60 millions d'euros. Leur mise en œuvre vise à promouvoir le transport aérien domestique et à améliorer l'accessibilité des régions ciblées.

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/2903-106972-guinee-lancement-des-travaux-de-modernisation-des-aerodromes-de-faranah-et-kankan>

NUMERIQUE +10 M€

Les autorités guinéennes annoncent la création d'une école nationale du numérique qui viendra remplacer l'actuelle école nationale des postes et télécommunications.

La première phase de construction infrastructurelle de cette nouvelle école commencera fin mars pour un coût total de 10 millions d'euros. Le projet sera soutenu par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Agence française de développement (AFD), l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), entre autres.

Source : <https://www.agencecofin.com/breves-telecom/2203-106740-guinee-vers-la-creation-d-une-ecole-nationale-du-numerique>

Madagascar

STARTUPS +6 M€

Le malgache Miarakap, fonds d'investissement à impact, lève 6 millions \$ pour financer chaque année 3 à 4 start-ups à fort potentiel.

Cette ressource servira à financer, annuellement, 3 à 4 nouvelles PME, avec des montants revus à la hausse, à 2 milliards de MGA par investissement. Au-delà du financement, Miarakap qui avait concentré ses activités à la capitale de Madagascar, s'étendra à d'autres villes de l'île. D'ici 2030, le fonds entend financer et accompagner 300 entreprises à Madagascar et en dehors, contribuer à créer 30 000 emplois et impacter positivement la vie de 1 million de personnes vulnérables.

Source : <https://www.agencecofin.com/finance/2403-106836-le-malgache-miarakap-leve-6-millions-pour-financer-chaque-annee-3-a-4-start-up-a-fort-potentiel>

Mali

AGROALIMENTAIRE +6 M€

L'exécutif lance une nouvelle usine de traitement de paddy à Mopti.

Cette nouvelle usine est construite par l'entreprise locale Planète distribution dans le cadre du Projet de financement inclusif des filières agricoles (Projet INCLUSIF) mis en œuvre depuis 2019 avec l'appui du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), du Danemark et du Canada. Elle est dotée d'un entrepôt de stockage de 7 000 tonnes et d'une ligne moderne de décorticage du paddy d'une capacité de traitement de 10 tonnes par heure avec un rendement d'usinage de plus de 60 %. Avec ce nouvel investissement, l'industrie locale qui fournit déjà plus de 60 % des besoins de consommation de riz blanchi du pays soit environ 2,5 millions de tonnes par an, devrait davantage augmenter son offre afin de contribuer à la baisse des importations.

Source : <https://www.agencecofin.com/riz/2003-106667-mali-l-executif-lance-une-nouvelle-usine-de-traitement-de-paddy-a-mopti>

Maroc

EAU & DÉCHETS + 9,7 M€

La société Al Omrane met en place une usine qui traitera les eaux usées du parc industriel Ain Chegag.

L'usine traitera les effluents issus des industries du cuir, du textile, de la métallurgique, de la mécanique, etc. Une fois ouvert, le Piac proposera 239 lots répartis sur une superficie totale de 81 hectares, dont 50 hectares dédiés au cuir (tannerie, chaussures, maroquinerie). La zone généraliste qui couvrira 31 hectares sera dédiée aux activités chimiques, textiles, agroalimentaires, mécaniques et métallurgiques. Les eaux usées traitées dans l'usine du Piac seront renvoyées dans la nature, réduisant ainsi les risques liés à la pollution industrielle dans la région de Fès-Meknès, surtout dans l'industrie du cuir dont le traitement aurait des effets nocifs sur l'environnement et la santé des populations. La filière représente 40 % de l'artisanat pour la seule ville de Fès et emploie environ 15 000 personnes.

Source : <https://www.afrik21.africa/maroc-une-usine-traitera-les-eaux-usees-du-parc-industriel-ain-cheag/>

AGROALIMENTAIRE + 7 M€

Le chocolatier Aiguebelle se dote d'une nouvelle ligne de production au sein de son usine à Casablanca.

D'un coût total de 75 millions de dirhams, cette nouvelle ligne est équipée de machines haut de gamme et dotée d'une capacité de production de 20 tonnes de produits chocolatiers par jour. Selon le responsable, l'installation est en outre économique en termes de consommation énergétique et respecte aussi les normes les plus strictes sur le plan écologique, avec par exemple une faible production de déchets issus de l'emballage des produits. Fondée depuis 1942, Aiguebelle emploie environ 530 personnes dans le pays. L'entreprise exporte également ses produits vers le reste de l'Afrique et les pays du Moyen-Orient.

Source : <https://www.agencecofin.com/cacao/2803-106901-maroc-le-chocolatier-aiguebelle-se-dote-d-une-nouvelle-ligne-de-production-de-7-4-millions>

FINANCE + 50 M€

La Banque centrale populaire obtient un financement de 50 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour des PME exportatrices.

La BCP donne ce financement sous forme de crédits à des petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices et évoluant dans les secteurs de l'automobile, du textile ou de l'agroalimentaire. Les prêts octroyés permettront de renforcer les besoins en fonds de roulement des entreprises sélectionnées. Ils serviront également à soutenir la digitalisation et la branche de recherche et développement des sociétés bénéficiaires. Ces PME devraient, en outre, inclure dans leurs activités des projets qui contribuent à la préservation de l'environnement et du climat.

Source : <https://www.agencecofin.com/finance/1503-106521-maroc-la-banque-centrale-populaire-obtient-un-financement-de-53-millions-pour-des-pme-exportatrices>

TRANSPORTS & LOGISTIQUE **Projet**

L'Association professionnelle intersectorielle pour la mobilité électrique (Apime) procédera à l'installation de 2 500 bornes de recharges pour véhicules électriques d'ici à 2026.

Ces installations qui seront réparties dans les principales villes marocaines notamment Casablanca, Tanger et la capitale Rabat favoriseront l'importation massive des voitures électriques. L'initiative soutenue par la Fédération nationale de l'électricité, de l'électronique et des énergies renouvelables (Fenelec) est également l'une des lignes maitresses du Plan national pour la mobilité électrique élaboré par l'Office national de l'eau et l'électricité (Onee) du Maroc. Ce plan a pour but la réduction de la pollution atmosphérique alors que le secteur du transport génère 40 % des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) au sein du royaume chérifien.

Source : <https://www.afrik21.africa/maroc-2-500-bornes-de-recharges-seront-installees-d-ici-a-2026/>

Maurice

ENERGIE +140 M€

Le groupe français Qair signe quatre contrats d'achat d'électricité (CAE) avec le Central Electricity Board (CEB), l'organisme qui assure le service public de l'électricité à Maurice.

Les contrats couvrent la production de quatre centrales solaires baptisées « Stor'Sun (SS) » et équipées de systèmes de stockage par batteries, pour une capacité combinée de 60 MWac dans plusieurs localités. À Trou d'Eau Douce sur la côte est de l'île, le groupe Qair installera les centrales solaires SS1 et SS2. Le parc SS3 sera construit à Balaclava au nord-ouest du pays. L'autre système solaire (SS4) sortira de terre à Petite-Rivière, une localité située à seulement 7 km de Port-Louis, la capitale de Maurice. Le groupe Qair qui contribue à la mise en œuvre de cette politique investira 7 milliards de roupies mauriciennes dans ses quatre centrales solaires qui devraient entrer en service en 2024.

Source : <https://www.afrik21.africa/maurice-le-francais-qair-signe-pour-60-mwac-denergie-solaire-avec-stockage/>

Mauritanie

FINANCE +0,5 M€

La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque du commerce et de l'industrie (BCI) de Mauritanie signent un accord d'assistance technique pour le programme Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA).

Le programme Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) vise à promouvoir l'accès des femmes au financement en Afrique. Le projet vise à renforcer la capacité de financement de la BCI pour le commerce et l'industrie et à mieux soutenir les petites et moyennes entreprises féminines en Mauritanie, au Mali, au Sénégal et en Guinée.

Source : <https://www.agencecofin.com/breves-gestion-publique/2403-106827-mauritanie-485-000-de-la-bad-pour-promouvoir-l-acces-des-femmes-au-financement-dans-la-region-du-sahel>

Niger

AGROALIMENTAIRE +35 M€

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) apportera un financement de 35 millions d'euros pour l'agriculture résiliente au climat.

Le financement permettra l'aménagement de 1 750 hectares de terres agricoles à travers l'installation de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte et californien. Le principe du système californien consiste à distribuer de l'eau aux cultures par des tuyaux souterrains en PVC rigide. Ces travaux seront réalisés dans les régions d'Agadez, Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa. Le Projet d'aménagement hydro agricole avec des pratiques agricoles intelligentes et résilientes au changement climatique (PAHA-AIC) porte également sur la réhabilitation de 749 hectares de terres agricoles. Ces travaux permettront d'améliorer les rendements agricoles, réduisant ainsi l'insécurité alimentaire exacerbée par la sécheresse, les inondations et l'érosion.

Source : <https://www.afrik21.africa/niger-la-boad-promet-35-me-pour-lagriculture-resiliente-au-climat/>

Sénégal

AGROALIMENTAIRE +1 M€

L'exécutif lance un centre de transformation de poissons à Joal-Fadiouth.

D'un coût total de 555 millions de Fcfa, la nouvelle unité est construite et équipée par le Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC). S'étendant sur une superficie de 0,63 hectare, elle abrite entre autres installations, 7 magasins de stockage, 5 hangars comportant au total 53 fours améliorés et traditionnels pour le fumage des poissons ou encore des bâtiments administratifs. Selon les autorités, ce nouvel investissement devrait contribuer à l'amélioration des conditions de travail des femmes transformatrices de poissons de la région, à la création d'emplois et à la labellisation des produits pour faciliter l'accès au marché africain dans un contexte d'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Source : <https://www.agencecofin.com/peche/2803-106925-senegal-l-executif-lance-un-centre-de-transformation-de-poissons-a-joal-fadiouth>

NUMERIQUE Projet

L'Institut marocain de recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (Iresen) lance une formation aux technologies vertes à Dakar.

L'établissement basé à Rabat au Maroc formera pendant un an les porteurs de projets et les employés de start-up d'Afrique de l'Ouest, du Nord et centrale aux « technologies vertes ». Le programme baptisé Hubs GoGreentech (Hugg) se déroulera à Dakar au Sénégal en partenariat avec l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ). Les apprenants seront formés à la conception et l'utilisation des solutions digitales notamment pour la gestion durable des déchets urbains, le développement de l'écoconstruction ainsi que l'efficacité énergétique.

Source : <https://www.afrik21.africa/senegal-les-communes-du-pays-bientot-dotees-de-points-de-collecte-des-dechets/>

INDUSTRIE + 242 M€

Le cimentier Sococim, filiale du groupe français Vicat, s'appuiera sur un financement de 242 millions d'euros afin de décarboner la production de son ciment.

Le chantier permettra de remplacer une partie de ses lignes de production de clinker existantes par une nouvelle ligne plus économe en carburant. Selon Sococim, la nouvelle ligne permettra de renforcer l'efficacité énergétique de son usine à travers le remplacement du carburant par des combustibles de substitution. Selon la filiale du groupe français Vicat, le recours à des combustibles de substitution permettra d'éviter les émissions de 312 000 tonnes équivalent CO2 par an d'ici à 2030.

Source : <https://www.afrik21.africa/senegal-la-sfi-mobilisera-242-me-pour-le-ciment-bas-carbone-de-sococim/>

Togo

TRANSPORTS & LOGISTIQUE Projet

Le Togo se dote d'un système de tracking par identifiant radio pour suivre les marchandises en transit.

Ce nouveau système de tracking dénommé MTracking a récemment été implémenté à Lomé par la Chambre du commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) et l'Office togolais des recettes (OTR). Grâce aux radios étiquettes du système collées aux camions, l'administration fiscale pourra recevoir des données sur la marchandise qui seront lues au moyen de lecteurs-émetteurs-récepteurs fixés tout le long des corridors routiers. Ce nouveau système adopté par le Togo va permettre aux opérateurs économiques et à tous les acteurs de la chaîne du transport et du transit routier de gagner du temps dans les opérations, de disposer de statistiques multicritères via le site web de la CCI-Togo et de garantir la sécurité de la marchandise en transit.

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/1903-106626-le-togo-se-dote-d-un-systeme-de-tracking-par-identifiant-radio-pour-suivre-les-marchandises-en-transit>

AGROALIMENTAIRE **Projet**

Togocom et le guadeloupéen Myditek collaborent pour étendre l'agriculture de précision à tout le territoire.

Il s'agira notamment de connecter les exploitations agricoles et de remonter les données utiles, notamment en termes de fertilité des sols et de météo, et de fournir des services d'imagerie aérienne par drone, des systèmes de sécurité (infra-rouge, clôture électrique), ainsi que des commodités comme les systèmes d'irrigation automatiques et connectés. Ces antennes relais permettront à Togocom d'apporter toutes ces informations pertinentes aux agriculteurs, ce qui leur permettra de mieux analyser leur environnement de travail et leurs terres.

Source : <https://www.agenceecofin.com/agro/1803-106619-togo-toqocom-et-le-guadeloupeen-myditek-collaborent-pour-etendre-l-agriculture-de-precision-a-tout-le-territoire>

STARTUPS **Projet**

Trois projets axés sur le développement durable viennent d'être sélectionnés au Togo dans le cadre du concours des Ambassadeurs intergénérationnels pour la durabilité environnementale (Aide).

Il s'agit d'Enoc Moukpe dont le projet est intitulé « Plaidoyer pour la prise de conscience des communautés des effets des changements climatiques », et Kossivi Tekpor qui a travaillé sur le « compostage domestique » en vue du développement de l'agriculture durable à Lomé. Le troisième vainqueur de cette initiative axée sur la résilience climatique est la fratrie Josué et Caleb Ahadjitse dont les travaux portent sur le recyclage des déchets dans la capitale togolaise. Les lauréats 2023 du concours « Aide » bénéficieront de l'accompagnement technique de l'association Future Road Strategy Foundation (FRSF) dans la mise en œuvre de leurs projets respectifs.

Source : <https://www.afrik21.africa/togo-trois-initiatives-vertes-primees-a-lome/>

EAU & DÉCHETS **+ 1,2 M€**

La Facilité africaine de l'eau (FAE) finance 1,2 million d'euros pour la mise en œuvre du Projet de promotion de l'assainissement inclusif des centres urbains (Paicut) du Togo.

Le prêt permettra de débiter les travaux du Projet de promotion de l'assainissement inclusif des centres urbains (paicut). L'initiative a été lancée récemment par le ministre togolais de l'Eau et de l'Hydraulique villageoise. Le Paicut vise notamment la fourniture de services performants d'assainissement à Dzrekpo centre en région Maritime, à Kati, Avetonou et Zogbegan dans la région des Plateaux, à Atchangbade et Sara dans la région de la Kara, ainsi qu'à Sagbibou, Biagou & Batebogou et Boade centre dans la région des Savanes. Le projet permettra la construction de nouvelles stations de traitement des boues de vidange.

Source : <https://www.afrik21.africa/togo-la-fae-promet-12-me-pour-l-assainissement-dans-neuf-centres-urbains/>

Tunisie

TRANSPORTS & LOGISTIQUE **Projet**

Le 1er segment de la ligne E du Réseau ferroviaire rapide (RFR) inauguré.

Ce tronçon de 9 km sur un total de 13,4 km prévus pour la ligne, relie la gare de Tunis à celle de Bougatfa et comprend 6 stations. Les travaux réalisés en dehors de la voie ferrée comprennent l'installation d'un atelier de maintenance de trains, la construction d'un nouveau tunnel de 280 mètres et d'une centrale électrique pour l'alimentation. Les lignes E et D forment une section de 18,5 km et font partie d'un réseau de 86 km pour 5 lignes au total que la Tunisie voudrait construire pour promouvoir le transport ferroviaire de voyageurs dans la capitale et les zones périphériques.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/2703-106881-tunisie-le-1er-segment-de-la-ligne-e-du-reseau-ferroviaire-rapide-rfr-inaugure>

AGROALIMENTAIRE **Projet**

Le gouvernement prépare une feuille de route nationale sur l'hydrogène vert qui présentera les lignes directrices stratégiques du pays dans ce domaine.

Une fois cette feuille de route définie, la stratégie nationale sur l'hydrogène vert sera élaborée avec un plan d'action en ce qui concerne les activités prévues pour atteindre les objectifs. La responsable a rappelé que la stratégie nationale fait partie du projet « L'hydrogène vert pour une croissance durable et une économie à faible émission de carbone en Tunisie » (H2Vert.TUN) lancé en 2022, et qui s'étendra jusqu'en janvier 2025.

Source : <https://www.agenceecofin.com/breves-energies/0203-106086-tunisie-bientot-une-feuille-de-route-nationale-sur-l-hydrogene-vert>